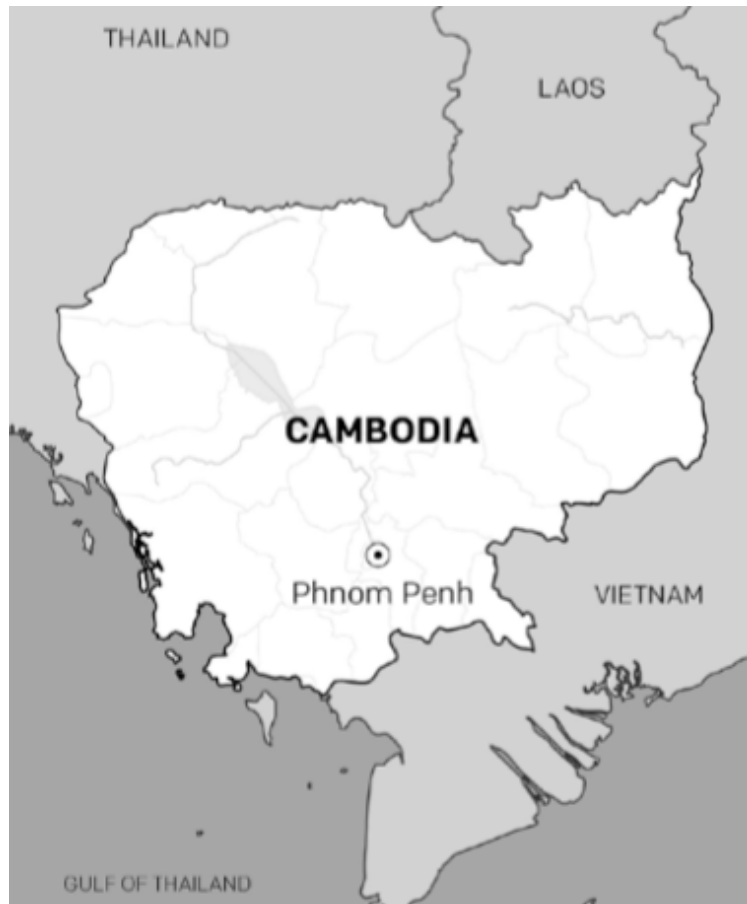


Cambodge

Cambodia Indigenous Peoples Alliance (CIPA) Katrine Gro Fribourg



Le Cambodge abrite 24 peuples autochtones. Ces groupes sociaux parlent majoritairement des langues môn-khmères et dans une moindre mesure des langues de souche austronésienne. Ils constituent 1,4% de la population nationale, soit environ 400 000 personnesⁱ. Les territoires autochtones comprennent les pédiplains boisés ainsi que les bas-plateaux du nord-est du Cambodge, soit environ 25% du territoire national. Bien qu'elles ne soient pas mises en avant dans le recensement national, de nombreux témoignages indépendants attestent que les peuples autochtones cambodgiens sont confrontés à diverses formes de discrimination socioculturelleⁱⁱ, à la spoliation de leurs terres ainsi qu'à des déplacements forcésⁱⁱⁱ. L'intensification de ces mesures est la conséquence d'initiatives étatiques et transnationales en cours visant à l'extraction non régulée des ressources (bois, minéraux, hydroélectricité et agro-industrie), couplée à une migration croissante des Khmers et des Chams (musulmans) en provenance d'autres régions du pays.

Le Cambodge a adopté en 2007 la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et a ratifié le CERD, la CEDAW et la CRC mais n'a toujours pas ratifié la Convention 169^{iv} de l'OIT.

Lors de son dernier examen périodique universel (EPU) en 2014, le Cambodge a accepté une recommandation destinée à « *accroître les mesures de lutte contre les expulsions illégales de terres [des] peuples autochtones et à envisager de renforcer le cadre législatif conformément aux normes internationales* »^v. Cet accord reste malgré tout de pure forme et n'a débouché sur aucun recours effectif susceptible de peser contre la discrimination et l'insécurité foncière auxquelles les peuples autochtones continuent de faire face en 2019. Les mouvements de défense des droits des peuples autochtones continuent de lutter pour l'établissement des droits humains ; cependant, avec la détérioration des libertés démocratiques et de graves violations des droits de l'homme, le terrain sur lequel le mouvement des droits des autochtones tente de se frayer un chemin est devenu on ne peut plus précaire. En dépit des déclarations de pure forme, le gouvernement cambodgien a du mal à enrayer la corruption, ne réduit guère les violations des droits de l'homme et consolide *in fine* un régime non démocratique. Nombreuses sont les personnes à être arrêtées et condamnées, parfois à de longues peines, après avoir voulu exercer leurs droits civils et politiques. Différentes formes de répression prises par le gouvernement à l'encontre des partis politiques d'opposition, de certaines ONG, des médias et d'autres personnes, perçues comme relevant « d'une menace sécuritaire »^{vi} continuent de marquer le règne sans partage du Parti du Peuple Cambodgien (PPC).

Évènements en 2019

Menaces contre les terres communales autochtones

La Loi foncière et la Loi forestière promulguées en 2001 et 2002 permettent de garantir des territoires exclusivement réservés aux communautés autochtones. Ces deux lois reconnaissent et protègent formellement le droit des peuples autochtones à conserver leurs terres ancestrales grâce à l'obtention de titres fonciers communautaires (*communal land titling* : CLT). Mais de nombreuses lacunes dans la mise en œuvre de ces lois continuent sérieusement d'affecter négativement l'accès et le contrôle des terres traditionnellement utilisées par les peuples autochtones en 2019. Par ailleurs, une volonté d'accaparement malveillante des terres fertiles par de puissants magnats et de grandes entreprises publiques/privées sont souvent avalisées - et directement soutenues - par le gouvernement cambodgien. Depuis 2001, des Concessions foncières économiques (CFE) ont été accordées au départ pour plus de 70 ans aux entreprises agro-industrielles et minières, en l'absence de procédure transparente et sans aucune compensation équitable pour les communautés vivant sur les parcelles confisquées^{vii}. L'absence de mécanismes juridiques pour contrecarrer les empiètements de terres par les CFE a des conséquences dévastatrices pour la survie des peuples autochtones^{viii}. Les plaintes et les protestations des communautés vulnérabilisées mettent – dans le meilleur des cas – des années à être prises en compte et aboutissent rarement à un dédommagement adéquat et encore moins à un retour des terres. En outre, les manifestations restent une activité dangereuse, avec un risque élevé d'arrestation arbitraire et de harcèlement souvent

intentés par les nouveaux détenteurs de la CFE^{ix}, eux-mêmes assurés d'une complicité étatique.

Face aux critiques qui essaient et dans le but de garantir et protéger les intérêts légitimes des peuples autochtones, le gouvernement du Cambodge a imposé les mesures et les directives suivantes : « *ralentir, voir arrêter, l'octroi de concessions foncières, et accélérer le processus d'enregistrement de CLT auprès d'au moins 10 communautés autochtones par an à partir de 2013* »^x. En 2019, seulement 24 communautés détenaient des CLT. Plus de 500 communautés autochtones restent sans CLT^{xi} et même si toutes ne sont pas favorables à l'obtention de titre collectif, nombreuses sont les communautés à être contraintes d'attendre pour un temps certainement long.

Par ailleurs, s'il est avancé tant par le gouvernement que le PNUD que les CFE ont stimulé la croissance économique au Cambodge^{xii}, les seules études indépendantes tendent à prouver que les retombées de ces concessions n'ont justement pas promu de croissance économique nationale^{xiii}. Pire encore, leur octroi à vau-l'eau ne va pas sans gravement endommager les ressources naturelles. La perte de ressources communes, en particulier les forêts primaires et secondaires, implique de graves répercussions sur les moyens de subsistance. Il en va de même des traditions spirituelles et culturelles des communautés autochtones de plus en plus spoliées. A une telle cadence, tout laisse à penser que la déforestation et la dégradation à long terme des écosystèmes affecteront les nombreuses familles qui dépendent directement des ressources naturelles pour leur subsistance et leurs revenus. En l'absence de ces filets de sécurité visant à protéger la diversité des biotopes pour la survie de tous les jours, la vulnérabilité des peuples autochtones eu égard aux catastrophes naturelles en sera davantage accru^{xiv}.

Changement climatique et objectifs de développement

Le Cambodge est très exposé aux effets du réchauffement climatique et des conditions météorologiques extrêmes, telles que les inondations, la sécheresse, la hausse des températures et les vents violents. La fréquence des catastrophes liées au climat a augmenté au cours des trois dernières décennies^{xv}, et la déforestation serait considérée comme une cause majeure d'inondations en Asie du Sud-Est^{xvi}.

L'année 2019 cambodgienne a été marquée par des rapports météorologiques imprévisibles, des changements dans le cycle annuel des précipitations, une intensification des incendies de forêt, les mauvaises récoltes, la sécheresse et la chaleur extrême^{xvii xviii}. Comme les forêts jouent un rôle crucial dans l'atténuation de la crise climatique, la déforestation accrue et les dommages environnementaux devraient aggraver encore les conditions météorologiques excessives^{xix}, la perte de la biodiversité, les incendies de forêt, les changements dans les cycles des précipitations et la capacité du Cambodge absorber le CO₂^{xx}. Le gouvernement cambodgien s'est engagé à établir un cadre national pour les objectifs de développement durable - les Objectifs de développement durable cambodgiens (*Cambodian Sustainable Development Goals* - CSDG). Les objectifs 12 à 15 visent à : a) prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses impacts ; b) conserver et utiliser durablement les océans et les ressources marines pour le développement durable ; c) protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres ; d) gérer durablement

les forêts, lutter contre la désertification et la déforestation, inverser la dégradation des terres et stopper la perte de biodiversité^{xxi}. Du point de vue des droits de l'homme, les CSDG nationaux manquent d'objectifs importants, y compris ceux liés à la réduction toutes les formes de violence, à la diminution de la corruption par le développement d'institutions responsables, à la garantie de l'accès du public à l'information, à la protection des libertés fondamentales, au renforcement des institutions nationales pour prévenir la violence et lutter contre la criminalité, ainsi qu'à la promotion et l'application de lois et de politiques non discriminatoires pour le développement durable. Par conséquent, un aspect important des Objectifs de Développement Durables - ODD consistant à ne laisser personne derrière n'est pas encore pris en compte.

Accaparement de terres dans la province de Preah Vihear

Les terres autochtones de la province de Preah Vihear ont été gravement touchées par les CFE en 2019. Seul un fragment des litiges fonciers les plus graves sera mentionné dans ce chapitre. Des rapports de médias indépendants révèlent comment les militaires cambodgiens gardaient les travailleurs et les bulldozers de la société agro-industrielle Metreay Pheap Kakse Usahakam Co. Ltd., alors qu'ils s'approprièrent impunément les terres des communautés autochtones. Cet acte était pourtant en totale violation des ordonnances du ministère de la Défense rendues publiques en février 2019 interdisant toute implication militaire dans les empiétements sur les terres^{xxii}.

Le 20 janvier 2019, un chef communal et son fils ont été arrêtés par les forces armées cambodgiennes pour un différend foncier avec Metreay Pheap. Deux mois plus tard, la famille n'avait toujours pas de nouvelles de ce chef qui n'avait toujours pas été traduit devant un tribunal^{xxiii}.

L'aire protégée du refuge animalier de Prey Lang s'étend dans les quatre provinces de Preah Vihear, Kratie, Stung Treng et Kampong Thom au nord du pays. Environ 250 000 personnes, dont beaucoup sont de l'ethnie Kouy, vivent à proximité de la réserve faunique et dépendent directement de la forêt pour leur subsistance. L'extraction de résines de diptérocarpacées est en effet la principale source de leurs revenus en espèces^{xxiv}. La forêt de Prey Lang est également une mine pour les plantes médicinales, la nourriture, les matériaux de construction et le bois de chauffage^{xxv}. Le *Prey Lang Community Network* (PLCN), un réseau à l'origine remarquablement structuré et organisé de villageois autochtones kouy et khmers^{xxvi}, mène depuis plusieurs années des patrouilles forestières pacifiques afin de protéger la forêt en confisquant le matériel d'exploitation forestière et le bois illégal. Les patrouilles forestières et le travail de plaidoyer qui l'accompagne comportent un grand risque de menaces et de représailles violentes de la part des bûcherons et des autorités qui les déclarent illégitimes. Depuis 2015, le PLCN utilise des smartphones avec une application spécialement conçue pour documenter le pillage illégal. En 2018, une nouvelle composante de sécurité a été ajoutée à l'application. Les membres du PLCN peuvent désormais signaler systématiquement les menaces, intimidations et violences liées à leurs activités de protection des forêts. Les données sont ensuite utilisées pour évaluer l'ampleur des menaces et des intimidations contre les membres du PLCN. Les résultats préliminaires montrent que cette application empêche certains des pires abus car les actes des

coupeurs de bois sont ainsi enregistrés et documentés^{xxvii}. Malgré les efforts de protection des forêts du PLCN, le *Cambodian Youth Network* (CYN) continue de documenter la régularité de l'exploitation forestière, le défrichement des forêts et l'empiètement des terres à l'intérieur du *Prey Lang Wildlife Sanctuary* en 2019. CYN a remis son rapport au ministère de l'Environnement et espère une action immédiate^{xxviii}.

Concessions foncières économiques et criminalité forestière organisée

Selon un rapport d'enquête, la société agro-industrielle Think Biotech et Angkor Plywood sont profondément impliquées dans l'exploitation forestière illégale et l'accaparement des terres des territoires autochtones dans le centre nord du pays. Selon ce rapport, de nombreux propriétaires locaux d'arbres résineux des communautés autochtones ont été menacés et contraints de vendre leurs arbres aux sociétés d'exploitation forestière, perdant ainsi leurs revenus. Comme les villageois n'ont pas été en mesure de protéger leurs arbres contre les bulldozers et les bûcherons, beaucoup ont choisi de les vendre à bas prix, car les bûcherons avaient de toute façon menacé de couper les arbres en résine. La scierie de Dy Duk traitant le bois a annoncé publiquement qu'elle achèterait du bois à la population locale. Selon le rapport, cela a incité de nombreux pauvres à couper des arbres à l'intérieur des zones protégées. Les travailleurs ont expliqué que les entreprises les avaient garantis et protégés contre les arrestations tout en leur fournissant des tronçonneuses. Des convois de camions avec du bois précieux ont été identifiés quand ils quittaient les zones protégées du *Prey Lang Wildlife Sanctuary* à de nombreuses reprises. Protégés par les forces armées cambodgiennes, les convois voyagent la nuit et transportent illégalement des grumes à travers la frontière vers le Vietnam^{xxix}. Bien que des preuves aient été présentées au gouvernement, la contrebande de bois illégal à travers la frontière se poursuit^{xxx}. En 2019, USAID et la délégation de l'Union européenne (UE) au Cambodge ont informé le gouvernement du Cambodge que des opérations d'abattage illégal étaient en cours dans le cadre de la concession Think Biotech. Le ministre de l'Environnement, Say Sam Al, a demandé au ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts une enquête conjointe sur l'exploitation forestière illégale présumée du refuge faunique de Prey Lang par Think Biotech et Angkor Plywood. Les militants forestiers et les résidents vivant près de Prey Lang, dont beaucoup sont des Kouy, ont déposé plusieurs plaintes et ont demandé au gouvernement de prendre des mesures contre les entreprises^{xxxi}. En attendant, le rapport montre comment les deux entreprises ont des liens étroits avec la famille du Premier ministre Hun Sen et comment les forces armées cambodgiennes, les gardes forestiers et les représentants du gouvernement sont complices de ces crimes forestiers.

L'espérance illusoire d'une restitution des terres ancestrales dans la province de Ratanakiri

En janvier 2019, après cinq ans de vaine médiation entre les communautés autochtones de Ratanakiri et le géant agro-industriel Hoang Anh Gia Lai (HAGL)^{xxxii} - ayant obtenu un vaste CFE pour une plantation d'hévéas sur des terres ancestrales autochtones - HAGL s'est unilatéralement retiré du processus de règlement des différends. Sous la médiation

du *Compliance Advisor Ombudsman* (CAO - (le chien de garde indépendant de la Société financière internationale de la Banque mondiale^{xxxiii})-, HAGL s'est désisté avant d'avoir conclu un accord final portant sur la restitution des terres et des eaux et l'indemnisation conséquente aux dommages causés^{xxxiv}. Le gouvernement de la province de Ratanakiri a par la suite demandé le soutien du CAO pour achever les résultats du processus de démarcation des terres, ainsi que la (modeste) restitution de 742 hectares de terres ancestrales à l'intérieur des concessions HAGL comprenant quelques forêts, des sacrées, des zones humides, des cimetières et des zones de chasse traditionnelles appartenant à 11 Communautés autochtones^{xxxv}. Si la décision du gouvernement de restituer une petite portion des terres communautaires prises par HAGL fut applaudie par des ONG représentant les communautés autochtones, ces dernières ont incité les communautés concernées à déposer une seconde plainte auprès du CAO en répétant leur appel à HAGL pour revenir au processus de résolution afin de résoudre les dommages en suspens causés par la compagnie. Outre la question des dommages et intérêts faisant toujours défaut, la nouvelle plainte fournit de nombreuses preuves des violations de l'environnement et des droits de l'homme résultant de la destruction complète par HAGL des forêts, des lieux de sépulture et d'autres zones sacrées appartenant aux communautés autochtones de Ratanakiri. Le CAO continuera de participer au suivi de la mise en œuvre de l'accord de restitution des terres.

L'ONG *Highlanders Association* l'appelle « *une reconnaissance sans précédent des droits fonciers autochtones sur les intérêts commerciaux au Cambodge* ». Bien qu'il s'agisse d'un développement positif, les communautés autochtones ont toujours besoin d'une compensation et d'une aide pour restaurer leurs terres et les points d'eau. La perte de forêts a gravement érodé la souveraineté des communautés sur leurs terres, leurs moyens de subsistance et leurs systèmes agricoles traditionnels qui sont profondément liés à leur identité et à leur culture. Les investisseurs étrangers doivent être tenus responsables des violations des droits de l'homme et des catastrophes environnementales, en particulier lorsqu'ils contournent la consultation des communautés affectées et ne cherchent aucunement à obtenir leur consentement avant de commencer à mettre en place leur projet^{xxxvi}.

L'accord « Tout Sauf les Armes » et les violations de la convention de l'OIT

Le Cambodge fait partie des 50 pays qui bénéficient d'un accès en franchise de droits aux marchés de l'UE dans le cadre du programme *Tout Sauf les Armes* (TSA). Le TSA est subordonné au respect des principes de 15 conventions internationales relatives aux droits humains et du travail fondamental et peut être révoqué en cas de « violations graves et systématiques ».

En février 2019, le Service de recherche du Parlement européen a identifié de graves problèmes liés aux droits de l'homme au Cambodge. L'accapement des terres était l'un de ces problèmes les plus patents. On estime que 10 000 personnes ont perdu leurs terres suite à l'expropriation de terres en vue du développement agro-industriel mené par le TSA. Cela a suscité des inquiétudes quant au fait que le programme TSA exacerbe les violations des droits de l'homme plutôt qu'il ne les combatte^{xxxvii}.

Le Haut Représentant de l'UE a appelé le Premier ministre Hun Sen et le Parti Populaire Cambodgien (PPC), au pouvoir depuis 1985, à prendre immédiatement des actions pour rétablir les libertés démocratiques. En réponse, le gouvernement cambodgien a souligné que la perte du statut de TSA dévasterait la classe ouvrière du Cambodge, en particulier les femmes. Il a en outre déclaré que l'UE devrait respecter les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge^{xxxviii}. L'UE examine actuellement l'opportunité de retirer le TSA en raison de la détérioration de la situation des droits de l'homme au Cambodge. La décision de suspendre le privilège commercial TSA du Cambodge devait être prise en février 2020 mais reste toujours en attente au moment de l'écriture de ce rapport.

Droits de l'Homme

Le rapport du Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (CERD) a soulevé de graves préoccupations concernant les allégations d'intimidation et d'attaque contre les peuples autochtones alors que ces derniers cherchent à exercer leurs droits liés aux terres communales. Le rapport du CERD souligne également ce que les peuples autochtones mettent en avant depuis des années, à savoir que le processus d'attribution des titres fonciers collectifs continue d'être trop long et trop bureaucratique, empêchant ainsi les groupes autochtones de pouvoir enregistrer en temps voulu leurs terres communales. Qui plus est, le rapport souligne à quel point le Consentement libre, préalable et informé (CLPI) – insuffisant et pour ne pas dire existant – affecte les communautés autochtones. Et ce tandis que les projets d'extraction des ressources naturelles, industriels et de développement se poursuivent sans garde-fou. C'est ainsi que des litiges fonciers prolongés auraient laissé des Autochtones touchés sans terre, sans abri pendant l'interminable règlement. Ces mêmes litiges fonciers auraient rendu les terres autochtones susceptibles d'accaparement des terres à des fins commerciales. Le CERD recommande au gouvernement de simplifier la procédure de délivrance des titres de propriété permettant aux peuples autochtones d'obtenir la reconnaissance et de revendiquer leurs terres. Il demande également d'accélérer le règlement des différends fonciers et de prendre des mesures nécessaires pour empêcher le déplacement forcé des peuples autochtones.

Le rapport annuel de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) se déclare préoccupé par les informations faisant état d'intimidations, de harcèlements et de détentions arbitraires de femmes défenseuses des droits humains, des membres du CNRP (l'ancien parti d'opposition) et des activistes environnementaux et fonciers. Autant de mesures discriminatoires ayant manifestement favorisé l'établissement d'une atmosphère de peur et d'autocensure.

Les femmes autochtones sont pareillement confrontées à des obstacles importants lorsqu'elles demandent justice et des recours efficaces en cas de violation de leurs droits^{xxxix}. Selon le rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme, la situation des droits de l'homme au Cambodge est obscurcie par la répression des droits politiques. Le parti d'opposition CNRP est toujours interdit et son ancien président reste assigné à résidence après avoir été détenu de longs mois pour trahison.

Le rapport reconnaît que le Ministère de l'intérieur a abrogé la loi obligeant les organisations de la société civile à donner un préavis de trois jours pour toute activité ; cependant, le Rapporteur spécial a reçu de nombreuses informations écrites indiquant que les autorités locales infranationales se présentaient sans être invitées à des événements et à des réunions, à prendre des photos, à s'enquérir des organisateurs et de l'ordre du jour ou à demander des informations sur les participants. Une société sous surveillance s'installe implacablement. Les rassemblements dans les lieux publics pour marquer la Journée internationale de la femme ainsi que la Journée internationale des droits de l'homme continuent à être refusés dans au moins quatre provinces. Le Rapporteur spécial a demandé instamment l'application de la loi sur les manifestations pacifiques, la normalisation des rassemblements pacifiques et le renforcement de la participation de la société civile, permettant aux groupes marginalisés ou vulnérables d'être entendus^{xi}.

Notes et références

ⁱ Il existe différentes estimations du nombre de groupes car différents auteurs perçoivent différemment les frontières linguistiques. Voir les éditions précédentes, ainsi que "Indigenous Groups in Cambodia 2014 : An Updated Situation" par Frédéric Bourdier (publié par Asia Indigenous Peoples Pact).

ⁱⁱ United Nations Human Rights (2019), *Committee on the Elimination of Racial Discrimination reviews report of Cambodia, asks about nationality, land grabs and civic space*, 29 November:

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25372&LangID=E>

ⁱⁱⁱ Committee on the Elimination of Racial Discrimination (2019), *Concluding observations on the combined fourteenth to seventeenth reports of Cambodia*, 12 December, Accès le 23 décembre 2019:

https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/KHM/INT_CERD_COC_KHM_40808_E.pdf

^{iv} International Labour Organisation (2019), *Up-to-date Conventions and Protocols not ratified by Cambodia*, Accès le 23 décembre 2019:

https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11210:0::NO::P11210_COUNTRY_ID:1030

^v Universal Periodic Review (2014), UPR Responses to recommendations and voluntary pledges, Cambodia. Accessed 29 December 2019: https://www.uprinfo.org/sites/default/files/document/cambodia/session_18_-_january_2014/recommendations_and_pledges_cambodia_2014.pdf

^{vi} Kijewski, Leonie (2019), Observers: Cambodian Government Tightened Grip on Power in 2019, *VOA News*, 30 December 2019: <https://www.voanews.com/east-asia-pacific/observers-cambodian-government-tightened-grip-power-2019>

^{vii} Indigenous Peoples Human Rights Defenders (IPHHRD) Network "Cambodia: Investigate Land Activist's 'Disappearance'." 20 March 2019. Accès le 17 décembre 2019: <https://iphhrdefenders.net/cambodia-investigate-landactivists-disappearance/>

^{viii} Hak, Sokchanny., McAndrew, J., Neef, Andrew (2018), Impact of Government Policies and Corporate Land Grabs on Indigenous People's Access to Common Lands and Livelihood Resilience in Northeast Cambodia, *Land*, 7, 122.

^{ix} Minority Rights, Cambodia Indigenous Peoples. Accès le 23 décembre 2019.

<https://minorityrights.org/minorities/indigenous-peoples-8/>

^x International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (2018), *Combined fourteenth to seventeenth periodic reports submitted by Cambodia under article 9 of the Convention, due in 2012*, 15 November 2018. Accessed 20 December 2019: <https://www.ecoi.net/en/file/local/2012521/G1834198.pdf>

^{xi} Open development Cambodia (2018), Registered indigenous communal land. Accessed 23 December 2019: <https://data.opendevdevelopmentcambodia.net/en/dataset/registered-indigenous-communal-land/resource/ad186575-e4364a12-a01c-90353261719d>

^{xii} United Nations Development Programme (2019) *Report on Cambodia*. Accès le 23 décembre 2019:

<http://anyflip.com/hralr/ztds/>

^{xiii} http://www.sithi.org/landissue/source/ELC/2005_11_LICADHO_Paper%20Land%20Issues.pdf ; Jiao, Xi & Smith-Hall, Carsten & Theilade, Ida (2016), Economic land concessions decrease rural household incomes in Cambodia. file:///C:/Users/sushi/Downloads/Policy-Brief_No_2_2016_Jiao_Smith-Hall_Theilade_30June2016.pdf

^{xiv} UNDP, op. cit.

-
- ^{xv} Kim, S., Sohn, H., Kim, M., Lee, H. (2019), Analysis of the Relationship among Flood Severity, Precipitation, and Deforestation in the Tonle Sap Lake Area, Cambodia Using Multi-Sensor Approach, *KSCE Journal of Civil Engineering*, 23(3):1330-1340.
- ^{xvi} Ministry of Environment (Cambodia); United Nation Development Programme (2011), Building resilience: The future for rural livelihoods in the face of climate change, Cambodia Human Development Report.
- ^{xvii} Tatarski, Michael (2019), As Cambodia swelters, climate-change suspicion falls on deforestation, *Mongabay*, 17 June: <https://news.mongabay.com/2019/06/as-cambodia-swelters-climate-change-suspicion-falls-on-deforestation/>
- ^{xviii} Seiff, Abby (2019), At a Cambodian Lake, a Climate Crisis Unfolds, *New York Times*, 30 septembre: <https://www.nytimes.com/2019/09/30/opinion/tonle-sap-cambodia-climate.html>.
- ^{xix} Food and Agriculture Organisation (FAO) of the United Nations (2019), The State of the World's Forests 2018. Accès le 19 février 2020: <http://www.fao.org/state-offorests/en/>
- ^{xx} Keeton-Olsen, Danielle (2019), Cambodia's Climate Change Risks, and Emissions, Are Rising, VOD News, 17 septembre 2019: <https://vodenglish.news/cambodiasclimate-change-risks-and-emissions-are-rising/>
- ^{xxi} Royal Government of Cambodia (2015), *Cambodian Sustainable Development Goals, Framework (2016-2030)*. Accès 19 Février 2020: https://data.opendevlopmentmekong.net/dataset/3aacd312-3b1e-429c-ac1e33b90949607d/resource/d340c835-e705-40a4-8fb3-66f957670072/download/csdg_framework_2016-2030_english_last_final-1.pdf
- ^{xxii} RFA's Khmer Service (2019), Cambodian Army Backs Business Group in Land Dispute, Defying Government Order, *Radio Free Asia*, 6 March, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/army-03062019164901.html?searchterm=utf8:ustring=%20indigenous%20cambodia>
- ^{xxiii} Human Rights Watch (2019), Cambodia: Investigate Land Activist's 'Disappearance', 20 mars: <https://www.hrw.org/news/2019/03/20/cambodia-investigateland-activists-disappearance?fbclid=IwAR1opRhNZRZneXzOclbXpHWd41XHrj54ofk4kYIVuX-LxmAGkFG5y1t4VPI>
- ^{xxiv} Hüls Dyrmoose, A., Turreira-García, Nerea., Theilade I., Meilby, H. (2017), Economic importance of oleoresin (*Dipterocarpus. alatus*) to forest-adjacent households in Cambodia, *The Journal of the Siam Society*, 62(1):67-84
- ^{xxv} Turreira Garcia, N., Meilby, H., Brofeldt, S., Argyriou, D. & Theilade, I. (2018), Who wants to save the forest? Characterizing community-led monitoring in Prey Lang, Cambodia, *Environmental Management*, 6(6): 1019-1030.
- ^{xxvi} Bourdier, Frédéric (2016), Recent forms of social contestation with regard to land tenure in Cambodia, Leiden, *IIAS Newsletter* 73, March: 13-14
- ^{xxvii} Prey Lang Community Network (PLCN), The status of Prey Lang. 7th Monitoring, June 2018. Accès le 21 décembre 2019: <https://preylang.net/wpcontent/uploads/2019/01/7th-Monitoring-Report.pdf>
- ^{xxviii} Dasgupta, Shreya (2019), *Illegal logging persists in Cambodia's Prey Lang Wildlife Sanctuary: Report*, *Mongabay*, 20 novembre 2019: <https://news.mongabay.com/2019/11/illegal-logging-persists-in-cambodias-prey-lang-wildlifesanctuary-report/>
- ^{xxix} Forest crime 2018-2019, *Forest Plundering in Prey Lang and Prey Roka Wildlife Sanctuary Operated by Sam Oeun Sovan Co., Ltd and Think Biotech (Cambodia) Co., Ltd Under an umbrella of Angkor Plywood Co., Ltd (in print, 2019)*;
- ^{xxx} Unknown (2019), Plundering Cambodia's Forests, *Al Jazeera*, 1 August: <https://www.aljazeera.com/programmes/101east/2019/08/plundering-cambodiaforests-190801092717099.html>
- ^{xxxi} Dara, Voun (2019), Minister Sam Al calls for probe into illegal Prey Lang logging, *Phnom Penh Post*, 13 October: <https://www.phnompenhpost.com/national/minister-sam-al-calls-probe-illegal-prey-lang-logging>
- ^{xxxii} Bourdier, Frédéric (2019), From Confrontation to Mediation: Cambodian Farmers Expelled by a Vietnamese Company, *Journal of Contemporary Southeast Asia Affairs*, 38(1): 55-76.
- ^{xxxiii} Compliance Advisor Ombudsman (2019), *Cambodia / VEIL II-01/Ratanakiri Province*, Mise à jour le 2 juillet 2019. Accès le 22 décembre 2019: http://www.caombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=212
- ^{xxxiv} Inclusive Development International (2019), Cambodian Indigenous communities win back their sacred land from Vietnamese rubber developer, 26 mars. <https://www.inclusivedevelopment.net/cambodian-indigenous-communitieswin-back-their-sacred-land-from-vietnamese-rubber-developer/>
- ^{xxxv} Narin, Sun (2019), Land Returns After Complaint to World Bank Offer Hope to Indigenous Villagers, *Voice of Cambodia*, 5 August 2019. Accès le 23 décembre 2019: <https://www.voacambodia.com/a/land-returns-aftercomplaint-to-world-bank-offer-hope-to-indigenous-villagers/5029333.html>
- ^{xxxvi} Thomas Reuters (2019), Cambodia returns land taken from indigenous people in 'unprecedented' move". *TRT World*, 27 mars. Accès le 23 décembre 2019: <http://www.trtworld.com/asia/cambodia-returns-land-taken-fromindigenous-people-in-unprecedented-move-25296>

^{xxxvii} Russell, Martin (2019), 'Everything but Arms': The case of Cambodia". European Parliamentary Research Service. April. Accès le 25 décembre 2019 :

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/637931/EPRS_ATA%282019%29637931_EN.pdf

^{xxxviii} RFA's Khmer Service (2019), Top EU Envoy Urges Cambodia to Open Political Space with Two Months to Go on Trade Decision, *Radio Free Asia*, 16 December: <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/envoy-12162019162956.html>

^{xxxix} CEDAW report 2019 (2019), *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women Concluding observations on the sixth periodic report of Cambodia*, 18 mars. Accès le 26 décembre 2019 : <http://undocs.org/en/CEDAW/C/KHM/Q/6>

^{xl} Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge (2019), *Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General, Situation of human rights in Cambodia*, Geneva, 27 août.

Cet article a été produit par la **Cambodia Indigenous Peoples Alliance** (CIPA). Le CIPA est une alliance d'organisations, d'associations et de réseaux de communautés autochtones et de peuples.

Katrine Gro Fribourg est chercheuse, travaillant sur les connaissances autochtones, la déforestation, la sécurité alimentaire et les relations ethnobotaniques.

Source : L'article ci dessus a pour origine l'article sur le Cambodge publié par IWGIA dans son rapport *The Indigenous World 2020*. Il a été traduit par Frédéric Bourdier qui y a apporté des corrections et compléments d'informations. Il est donc publié dans le *Rapport Monde autochtone 2020* sous la seule responsabilité du GITPA.

Frédéric Bourdier, anthropologue, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie du sud.